REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

BILAN FINANCIER A MI-PARCOURS
GESTION 2019

SOMMAIRE

Table des matières

1. **EXECUTION FINANCIERE DES OPERATIONS BUDGETAIRES** 3
2. **DIFFICULTES RELEVEES** 4
3. **RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS** 4
CONCLUSION 4

LISTE DES TERMES CLES

- **Budget actuel** : c'est le budget à date. Il prend en compte, le cas échéant, toutes les modifications issues des différents actes budgétaires, subis par le budget initial.
- **Engagement** : C'est l'acte par lequel l'État ou un autre organisme crée ou constate à son encontre, une obligation de laquelle résultera une charge. C'est le premier acte fondamental posé par l'Ordonnateur Délégué, dans la phase d'exécution de la dépense publique, qui engage l'État.
  L'Engagement est matérialisé dans le SIGFiP par **le bon de commande**. Il commence d'abord par la 1ère validation de l'Ordonnateur Délégué, après la saisie de la demande d'engagement par l'Agent de saisie, ensuite le visa du Contrôleur Financier, la revalidation (2ième validation) par l'Ordonnateur Délégué, et prend fin par la notification du bon de commande au fournisseur.
- **Taux d'engagement fixé comme objectif** : c'est le **rapport du montant des engagements initialement prévus comme objectif à atteindre par rapport aux montant du budget actuel**. Ce taux est fonction du taux de la régulation budgétaire et du plan d'engagement du Ministère.

INTRODUCTION

Conformément au décret d'attribution du Ministère et le plan d'action stratégique, les principales missions du **Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme**, sont les suivantes :

- promouvoir les Droits de l'Homme ;
- protéger les Droits de l'Homme ;
- garantir et veiller au respect des Droits de l'Homme sur toute l'étendue du territoire national, en étroite collaboration avec les autres ministères et toutes les parties prenantes (étatiques et non étatiques) intervenants en la matière.

Pour la mise en œuvre de ses missions, le Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Chargé des Droits de l'Homme, a bénéficié d'un budget global d'**Un Milliard Cent Quatre Vingt et Un Millions Six Cent Vingt Cinq Mille Cent Cinq (1 181 625 105) Francs CFA** au titre des dépenses de fonctionnement (hors personnel et abonnement).

1. EXECUTION FINANCIERE DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Tableau récapitulatif de la situation globale de l'exécution des crédits budgétaires

BUDGET DU SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME (HORS PERSONNEL ET ABONNEMENT)

I - BIENS ET SERVICES	Budget Actuel	Taux d'Engagement autorisé (%)	Taux objectif Troisième trimestre (%)	Engagement Taux réalisé (%)
1 - Opérations ventilables	**705 748 819**	**85,31**	**59,55**	**53,94**
Cabinet du Ministre	102 500 000	100,00	75,00	75,00
Service de la Communication et de l'Information	25 000 000	70,00	45,00	45,00
Résidence du Ministre	4 000 000	100,00	70,00	70,00
Direction des Affaires Administratives et Financières	100 000 000	79,00	54,00	44,02
Direction de la Promotion des Droits et de la réglementation	39 588 517	84,73	59,73	52,89
Direction du Suivi et de la Protection des Droits	40 411 483	84,10	59,10	38,86
DAAF-Gestion des Dépenses Centralisées	394 248 819	79,32	54,00	51,81
2 - Opérations non ventilables	**225 000 000**	**100,00**	**75,00**	**66,66**
Régie Convention BNETD MDHLP	130 000 000	100,00	75,00	45,18
DAAF/Gestion des séminaires et conférences en CI-SEGSMJDHDH	20 000 000	100,00	75,00	50,00
Dir-Solde/Gestions des conférences et missions hors CI-SEGSMJDHDH	75 000 000	100,00	75,00	74,98
II - TRANSFERTS				
Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)	**250 876 286**	**70,00**	**53,00**	**53,00**
Transfert en capital aux institutions a but non lucratif	50 876 286	70,00	53,00	53,00
Subventions d'équilibre - Achats de biens et services	200 000 000	70,00	53,00	53,00
TOTAL GENERAL	**1 181 625 105**	**86,43**	**62,32**	**56,96**

Au titre du 3ème trimestre de l'exécution du budget 2019, le taux global des engagements effectués se situe à **56,96%** contre un taux objectif de **62,32%**.

2. DIFFICULTES RELEVEES

- La Direction des Affaires Financières du Secrétariat d'Etat en Charge des Droits de l'Homme ne disposant pas du Système Intégré de Gestion des Finances Publics (SIGFiP) dans ces locaux, il est difficile de vérifier de façon régulière les crédits disponibles avant de faire les engagements ;
- La Distance éloignée entre le lieu de saisie (Plateau) et les locaux de la Direction des Affaires Financières du Secrétariat d'Etat en Charge des Droits de l'Homme, mais aussi la quantité insuffisante de postes mis à disposition sur le lieu de saisie, entrainent une perte de temps considérable du fait du déplacement des agents, avec des temps d'attente plus ou moins longs pour obtenir un poste libre ;
- L'édition des documents générés par le SIGFiP lors des saisies est parfois difficile en raison d'imprimantes non fonctionnelles sur certains postes et des mises à jour irrégulières des applicatifs de lecture de fichier PDF ;
- Le temps des saisies des engagements souvent long en raison des problèmes de connexion du réseau SIGFiP ;
- L'absence du SIGMAP au sein des locaux de la Direction des Affaires Financières du Secrétariat d'Etat Chargé des Droits de l'Homme ;
- Le rattachement tardif de la Direction des Affaires Financières du Secrétariat d'Etat Chargé des Droits de l'Homme à la Cellule de Passation des Marchés publics du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

3. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Afin de faciliter et améliorer l'exécution des crédits budgétaires alloués au titre de la gestion 2019 au Secrétariat d'Etat Chargé des Droits de l'Hommes (SEDH), il serait nécessaire de :

- installer le SIGFiP et le SIGMAP dans les locaux de sa Direction des Affaires Financières ;
- améliorer la qualité du réseau de connexion SIGFiP, mettre régulièrement à jour les applicatifs de lecture de fichier PDF et maintenir en état de marche les postes et imprimantes installés sur les lieux de saisie.

CONCLUSION

Pour la gestion 2019, le Secrétariat d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Chargé des Droits de l'Homme a bénéficié d'un budget global d'**un milliard cent quatre-vingt et un millions six cent vingt-cinq mille cent cinq (1 181 625 105) francs CFA** au titre des dépenses de fonctionnement (hors personnel et abonnement) pour la mise en œuvre de ses missions.

Au titre du troisième (3ième) trimestre de l'exercice budgétaire 2019, l'exécution des crédits budgétaires (hors personnel et abonnement, hors provisions), s'est située globalement à **56,96%** contre un taux attendu de **62,32%** (taux en relation avec la régulation budgétaire).

Aussi, en vue d'exécuter avec diligence le budget alloué au Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme pour l'année 2019, la prise en compte des recommandations et suggestions susmentionnées s'avère nécessaire.